

Le financement des activités économiques en zone pastorale

BIM - 09 février 2005
Judith BEL

Le BIM d'aujourd'hui apporte un éclairage sur les problèmes de financement des zones pastorales à travers une étude réalisée dans le cadre du Programme de Développement des Systèmes Financiers ruraux du Niger (PDSFR).

Financé par le Gouvernement du Niger, le FIDA et l'AFD, le PDSFR a pour objectif d'accompagner le développement de la microfinance au Niger. Le financement des zones pastorales étant une préoccupation forte au Niger, la composante Recherche Développement du PDSFR a engagé un axe de travail sur cette question.

Elle co-anime un groupe de travail composé d'institutions de microfinance, d'organisations paysannes, d'ONG, de représentants des Ministères de l'agriculture, de l'élevage, du Développement Communautaire, et de chercheurs de la Faculté d'Agronomie de Niamey. La réflexion de ce groupe est alimentée par plusieurs études pilotées par le PDSFR et réalisées par la Faculté d'Agronomie et le CNEARC de Montpellier sur les besoins, les contraintes de financement des ménages pastoraux et sur l'offre de financement dans ces zones.

Le BIM d'aujourd'hui présente la synthèse d'une de ces études, intitulée « Analyse des systèmes d'activités des ménages en zone pastorale du Niger, en vue de la compréhension de leurs besoins en services financiers ». Cette étude a été réalisée par Judith Bel, étudiante ingénieur agronome du CNEARC, avec l'appui du PDSFR, de l'organisation d'éleveurs UEP-APEL/ZP, du CIRAD et du CNEARC.

Merci à Judith pour cette synthèse.

Le BIM vous est présenté en deux messages, le premier message portera sur une présentation de la zone, de son histoire des différentes activités menées par les ménages. Le second, la semaine prochaine, portera sur une typologie des ménages, de leur besoin en financement, et de l'offre en services financiers.

INTRODUCTION

La zone pastorale du Niger représente près de la moitié du territoire national. Dans ce milieu aux conditions climatiques particulièrement contraignantes, l'élevage nomade reste un des modes de mise en valeur privilégiés. L'activité d'élevage a une importance primordiale dans l'économie nationale, puisque, même si sa participation au PIB tend à diminuer (PNUD, 2004), elle constitue le deuxième produit d'exportation après l'uranium. Les événements historiques, l'évolution du contexte économique, les changements climatiques, ont mené à de profondes transformations du mode de vie des populations. Dans ce contexte difficile et en

évolution, on constate l'absence de tout système financier. Une organisation d'éleveurs, l'UEP-APEL/ZP - dont l'un des axes d'intervention est l'appui aux éleveurs dans le développement d'activités économiques leur permettant d'améliorer leurs revenus - a souligné que le manque de services financiers était un obstacle au développement des activités de la zone, et qu'il existait d'importants besoins dans ce domaine. Cette revendication auprès du Ministère du Développement Rural a été transmise au Programme de Développement des Systèmes Financiers Ruraux (PDSFR). Celui-ci a mis en œuvre une étude visant à approfondir la problématique du financement en zone pastorale, afin d'être en mesure de proposer des services financiers adaptés aux besoins et au mode de fonctionnement des éleveurs. Un système de microfinance, pour être durable, a intérêt à s'appuyer sur des activités diversifiées - afin de limiter les risques et de mieux équilibrer les flux de trésorerie. Ce document synthétise les résultats d'un stage commandité par le PDSFR, sur le thème de l'analyse des systèmes d'activités des ménages et de leurs besoins en financement.

1. Méthodologie

La démarche suivie pour effectuer ce travail a été celle d'un diagnostic agraire, complétée par une analyse des flux de trésorerie des ménages. Elle s'appuie essentiellement sur des enquêtes menées auprès des différents acteurs. Après l'étude du milieu biophysique de la zone, qui repose principalement sur l'observation et l'analyse du paysage, une approche historique, à travers l'histoire du peuplement de la zone et les grands changements intervenus au cours des dernières décennies, fournit des clés pour comprendre l'organisation de la société ainsi que l'évolution des modes de mises en valeurs des ressources et la situation actuelle. Une prétypologie des ménages est à ce point définie, afin de guider l'échantillonnage des ménages enquêtés. Ensuite, des enquêtes approfondies ont pour objectif la compréhension des différentes activités exercées, de leurs rôles respectifs, et des contraintes et des risques qui y sont liées. Leur contribution au budget du ménage, et leur relation avec les différents postes de dépenses permet de comprendre la manière dont sont gérés les excédents et les besoins en trésorerie. Ces informations permettent d'affiner la typologie des ménages et d'analyser les besoins en financement spécifiques de chaque type.

Ce travail a été mené dans trois sites, Chadawanka, Tchintabaraden et Tchimomanène, qui ont été choisis en concertation avec l'organisation des éleveurs, pour les différentes réalités de la zone pastorale qu'elles représentent. La zone de Chadawanka, dans la partie sud de la zone pastorale, est habitée principalement par des Haoussas et des Touaregs sédentaires, et par quelques familles de Peuls nomades. Ce site a été choisi car il est représentatif du sud de la zone pastorale, où l'agriculture a une place importante dans l'économie des ménages. A Tchintabaraden, grand centre cosmopolite, les activités s'organisent autour du commerce et de l'élevage. Chaque semaine s'y tient un important marché, très fréquenté par les éleveurs. Il a été jugé important de mieux comprendre les activités exercées dans ce lieu. Il s'agit peut-être d'un site privilégié pour un institut de microfinance, qui pourrait s'appuyer sur des activités diversifiées, et être accessible à de nombreux acteurs. La zone de Tchimomanène, au nord-ouest de In Gall, est habitée par des familles touarègues, sédentaires ou nomades, qui vivent principalement de l'élevage et de quelques jardins.

2. Au cœur du Sahel, des conditions biophysiques contraignantes

Un climat aride

Le climat, qui rythme la vie de tous les habitants de la zone, comporte une longue saison sèche et une courte saison de pluies, au cours de laquelle le cumul des précipitations varie entre 200 et 400 mm d'eau suivant la latitude. Le climat est caractérisé par des températures élevées et deux régimes de vent différents. Ces fluctuations permettent de distinguer quatre saisons :

- ▷ Une saison des pluies (ou hivernage) de trois mois (juillet-septembre), chaude et humide avec un vent de mousson soufflant sud-ouest, qui correspond à la période de grande transhumance. Les premières pluies marquent pour les éleveurs une période critique, au cours de laquelle ils comptent souvent de très nombreuses mortalités parmi leurs animaux. L'eau détériore les derniers pâturages secs, alors que le nouveau pâturage ne s'est pas encore développé, et les animaux au sortir de la saison sèche sont souvent très faibles.
- ▷ Une saison de transition assez courte (septembre à octobre), plus chaude et moins humide avec un régime de vent intermédiaire, pendant laquelle a lieu le retour de transhumance ; il y a encore du pâturage, mais le tarissement des points d'eau au nord marque le retour des éleveurs transhumants vers le sud.
- ▷ Une saison fraîche et sèche animée par des vents très forts d'harmattan soufflant nord-est et s'étalant de novembre à février. A cette période, les nomades utilisent l'eau des mares résiduelles et des puisards.
- ▷ Une saison sèche et chaude s'étalant de mars à juin, le maximum de la canicule ayant lieu en mai. Les éleveurs se replient alors vers les puits. Cette régularité dans le cycle saisonnier s'accompagne d'une grande variabilité dans le temps comme dans l'espace. D'autre part, les durées respectives de ces saisons varient selon la latitude, en fonction de la progression du front inter-tropical (FIT) qui se déplace au cours de l'été vers le Nord.

Relief et végétation

Dans les trois zones étudiées, le paysage se décompose en plusieurs entités : des dunes, des bas-fonds, des étendues gravillonnaires planes et dénudées et parfois des buttes témoins recouvertes de cuirasses ferallitiques. La végétation, de savane arborée à arbustive, se répartit sur les dunes, au sol sableux à limono-sableux, et les bas-fonds où l'argile s'est accumulée. Les arbres, essentiellement des *Acacia* spp, *Balanites aegyptiaca*, *Leptadenia pyrotechnica*, *Commiphora africana* ainsi que *Maerua crassifolia* au Nord, sont clairsemés sur les dunes, sous forme arborée et arbustive, et se regroupent en bosquets dans les vallées et bas-fonds, souvent le long des koris. Le *Prosopis*, espèce réimplantée dans le cadre de projet de reforestation, se développe aux abords des agglomérations. Les herbacées, disparaissent presque totalement en saison sèche, pour repousser quelques jours après les premières pluies. Les touffes de *Panicum turgidum* et *Andropogon gayanus* au Nord sont complétées puis remplacées dans les zones plus méridionales par *Cenchrus biflorus*, *Aristida mutabilis* et *Eragrostis tremula*, pour former une strate herbacée plus continue.

Occupation de l'espace

Les habitations sont souvent regroupées sur les dunes ou les zones gravillonnaires, alors que les cultures, pratiquées principalement dans la partie sud de la zone pastorale, et autour de certaines agglomérations, occupent prioritairement les bas-fonds, puis les dunes. Les jardins

(courges, melons, gombos) sont installés sur les terrains argileux des bas-fonds, comme les champs de sorgho. Le mil et le niébé sont cultivés soit dans les vallées soit sur les dunes. Quant aux cultures de contre-saison, limitées à la fois par la disponibilité des terres adéquates et par l'accès à l'eau, elles sont généralement pratiquées en décrue, sur l'emplacement de mares temporaires. Au nord de la zone, les jardins, de saison ou de contre-saison, sont situés en bordure du kori, sur des terrains sablo-argileux.

Les ressources en eau

On distingue les eaux de surface et les eaux souterraines. Les eaux de surfaces prennent la forme de mares permanentes et semi-permanentes, localisées dans les bas-fonds. Ces dernières, les plus fréquentes, sont exploitées pendant l'hivernage et jusqu'à leur tarissement. Les eaux souterraines, exploitées après le tarissement des précédentes, consistent en des nappes superficielles, exploitées sans difficultés majeures avec des moyens traditionnels d'exhaure, et en des nappes profondes, seulement utilisables au moyen de techniques modernes. La zone est également sillonnée de koris. Ces cours d'eau temporaires connaissent des crues brutales qui ne durent que quelques heures. Leur lit s'étale dans de larges vallées ou creuse de profonds sillons en rongant les berges le long desquelles sont souvent regroupés des bosquets arborés. Leur écoulement en période de fortes pluies se prolonge sur de très grandes distances. Pendant la saison des pluies, l'eau est puisée dans leur lit, dans des puisards de faible profondeur, pour l'usage domestique et l'abreuvement des animaux ou encore l'arrosage des jardins. En saison sèche, y sont creusés des puisards plus profonds (deux à quatre mètres), où l'eau est parfois disponible toute l'année (en certains points du kori de Tchimomanène ou dans celui de Touroft à Chadawanka, avant la déviation de son cours).

3. Eléments d'histoire

La zone pastorale du Niger était le domaine des éleveurs touaregs et de quelques familles d'éleveurs arabes arrivés au XIXe siècle. Elle a connu de profonds bouleversements au cours du siècle dernier. L'autorité coloniale a imposé une nouvelle forme d'organisation sociale, divisant la hiérarchie traditionnelle en formant des groupements et nommant à leurs têtes des chefs. Elle a également repoussé la zone d'influence des Touaregs au-delà de la zone agricole, en soutenant les populations sédentaires qui leur étaient soumises. Cette rupture de l'interdépendance qui existait entre la zone pastorale et la zone agricole a contraint les éleveurs à s'insérer dans de nouveaux circuits économiques, et à développer la vente et l'échange d'animaux pour se procurer des céréales. Par la suite, les graves sécheresses qui ont frappé le Sahel, décimant les troupeaux, ont accru la dépendance des éleveurs vis à vis des céréales, et des marchés. Ces événements ont également accéléré le mouvement d'émancipation des captifs, Iklan en langue tamasheq, que les éleveurs décapitalisés ne pouvaient plus entretenir. Parmi ces anciens captifs, abandonnant les campements de leurs maîtres où ils étaient chargés des tâches domestiques et du gardiennage des animaux – nombreux ont commencé l'agriculture, s'installant en bordure sud de la zone pastorale ou formant des poches d'agriculture dans des zones de pourtant faible pluviométrie, comme aux alentours de Tchintabaraden. D'autre part les marchés, qui étaient cantonnés au Sud, ont progressivement pénétré la zone pastorale, avec la création successive des marchés de Chadawanka, Abalak, Tamaya, Tchintabaraden...

Parallèlement, la population s'est progressivement diversifiée, avec l'arrivée de commerçants et de fonctionnaires en majorité Haoussa et Jerma, et l'installation d'éleveurs peuls, remontant

progressivement des zones où ils cohabitaient avec les agriculteurs, repoussés par l'extension des terres cultivées entraînée par la forte pression démographique de la zone agricole. Le commerce s'est également développé en direction des pays limitrophes, l'Algérie, la Libye, le Mali et le Nigeria. Ainsi, la zone pastorale est devenue une importante zone d'échanges, le commerce de produits manufacturés se joignant à celui traditionnel du sel, des dattes et des céréales. Ces activités agricoles et commerciales se sont particulièrement développées suite aux différentes sécheresses. Les éleveurs ayant perdu la majorité de leur cheptel se sont regroupés vers les agglomérations pour bénéficier de l'aide alimentaire qui y était dispensée, et ont cherché par différentes activités de nouvelles sources de revenus. Les activités se sont ainsi diversifiées, et certains éleveurs se sont sédentarisés.

Les activités ont évolué diversement dans les différents contextes de la zone pastorale. A Chadawanka, dans la partie méridionale de la zone pastorale, la principale activité génératrice de revenu des ménages est devenue l'agriculture. Tchintabaraden, où était installée la chefferie touarègue, est devenue une ville administrative. Sa situation, au cœur d'une zone où la qualité du pâturage permet à de nombreux éleveurs de nomadiser et sur la piste reliant l'Algérie avec le Sud du pays, et non loin de la Libye, en ont fait un important marché de collecte du bétail et de produits en provenance et à destinations des principales villes du pays. A Tchimomanène, où les conditions climatiques sont plus contraignantes, l'élevage est principalement caprin et camelin, et souvent complété par d'autres activités, telles le maraîchage ou un travail en exode (maçonnerie, gardiennage...).

Une organisation sociale en évolution

La zone est donc peuplée par des quatre principales ethnies, les Touaregs, les Peuls, les Arabes et les Haoussas, qui interagissent mais qui fonctionnent de manière assez différente, chacune ayant sa langue et ses traditions, et une organisation sociale particulière. Parmi les Touaregs et les Arabes, on distinguait jusqu'à ces dernières décennies les hommes libres des captifs. Les hommes libres étaient eux-mêmes répartis en quatre principaux groupes, les nobles guerriers, leurs vassaux, les religieux ou marabouts, et les artisans. Les captifs avaient été enlevés et pris comme esclaves lors de razzias dans les territoires du Sud. Désormais, si l'esclavage a été aboli et si les relations au sein de la société ont beaucoup évolué, ces groupes correspondent toujours à des catégories sociales ayant des poids très différents dans la société. Si les relations entre les membres des différentes catégories sociales ont changé, la place de la femme a également beaucoup évolué. Effectivement, chez les Touaregs libres, une femme, traditionnellement, ne devait pas travailler. Des captifs ou des enfants s'occupaient des tâches ménagères et des plus petits enfants, ou encore des animaux, avec les hommes. Elle ne quittait pratiquement pas le campement, seuls les hommes et les esclaves pouvant se rendre au marché. Depuis les dernières sécheresses, l'appauvrissement des familles a accentué le mouvement de libération des esclaves, les maîtres n'ayant plus de quoi les entretenir, et a modifié également la situation des femmes. Nombreuses sont désormais les femmes qui pratiquent des activités rémunératrices, de jardinage, d'artisanat ou de commerce. Elles ne commercialisent jamais elles-mêmes au marché, ce qui serait déshonorant, mais vendent à l'extérieur par l'intermédiaire d'un homme ou d'une ancienne esclave, ou encore chez elles. Les femmes des autres ethnies n'ont pas ces tabous, et exercent de plus nombreuses activités.

Entretenir le ménage relève traditionnellement du seul rôle de l'homme. Celui-ci doit procurer à sa famille tout ce dont elle a besoin. De plus en plus cependant, les femmes exercent des activités et participent à l'entretien de la famille. Excepté dans certaines familles religieuses touarègues, où les femmes n'adressent la parole à aucun homme en dehors de leur famille

proche, et ne sortent de chez elles que cachées derrière une grande natte de palmes qu'elles enroulent autour d'elles, hommes et femmes communiquent de manière très libre (principalement chez les Touaregs et les Peuls). Cela permet d'envisager des systèmes financiers qui s'adressent à la fois aux hommes et aux femmes.

4. Les activités des ménages

L'élevage

Les systèmes d'élevage sont ainsi très divers, de l'élevage extensif des grands transhumants à l'embouche ovine de certains sédentaires.

Systèmes d'élevage transhumant.

La grande majorité des animaux est élevée selon de tels systèmes d'élevage. La mobilité permet de valoriser les pâturages de l'écosystème caractérisé par la variabilité et l'imprévisibilité des ressources dans l'espace et dans le temps.

Pendant la période sèche, les éleveurs nomadisent sur leur territoire d'attache, où les animaux pâturent les résidus de récolte. En saison des pluies, ils partent au Nord vers les territoires où l'agriculture est absente et où la présence d'eau à cette époque permet d'accéder aux pâturages. Certains montent jusque In Gall ou Teggida n Tessoumt, où les pâturages et les sources salées permettent aux animaux de récupérer des carences accumulées pendant la saison sèche, il s'agit de la cure salée. D'autres s'arrêtent au niveau de Tamaya ou de Tchintabaraden. Lorsque les mares s'assèchent, ils regagnent leur terroir d'attache, au moment de la récolte.

Systèmes d'élevage nomade ou à transhumance courte

De nombreux éleveurs ne pratiquent pas cette grande transhumance, mais nomadisent sur un même terroir toute l'année, à la recherche des meilleurs pâturages, et s'en écartent uniquement si le pâturage vient à manquer. Ils substituent la cure salée par un apport en sel ou en natron, qu'ils achètent à des commerçants.

Ces systèmes d'élevage permettaient une alimentation des animaux grâce au seul pâturage naturel. Cependant, le recours à des aliments complémentaires (tourteau, son) est devenu plus fréquent ces dernières années, suite à de récurrents déficits pluviométriques et à un pâturage insuffisant, principalement pour les élevages bovin et ovin. Si certains éleveurs font le choix et ont les moyens d'y recourir de manière assez systématique, limitant ainsi la mortalité du bétail, il s'agit pour la plupart d'un achat exceptionnel destiné à sauver les animaux les plus faibles. La principale difficulté des éleveurs, pour faire face à ces exigences, est liée à l'état et au prix du bétail à cette période de soudure. Plus la saison sèche avance, et plus les animaux sont maigres et plus leur prix baisse. Si la saison des pluies tarde et qu'il s'avère nécessaire d'acheter des aliments complémentaires pour nourrir les animaux, les éleveurs, dont toute l'épargne est sous forme de bétail, sont contraints à brader des animaux fatigués à des sommes dérisoires. De nombreux éleveurs ont ainsi fortement décapitalisé. Ces événements ont cependant été l'occasion pour une certaine catégorie d'éleveurs de s'enrichir en rachetant ces animaux à très bas prix. Ayant d'autres stratégies de vente (ventes groupées à des moments stratégiques), et ayant investi dans d'autres activités, ces éleveurs ont en période de soudure les liquidités nécessaires pour acheter du tourteau et du son, et éventuellement pour acheter les animaux vendus à bas prix par d'autres éleveurs.

Systèmes d'élevage sédentaire

Dans les différents points de fixation et agglomérations, des systèmes d'élevage sédentaire se sont développés. Les animaux divagent autour du village en saison sèche, et sont menés par un berger pendant la période des cultures. Certains élevages nécessitent peu ou aucun apport alimentaire particulier, comme l'élevage caprin ainsi que les élevages bovin et ovin au sud de la zone. Les éleveurs leur donnent essentiellement des résidus de cuisine et du sel, pour les inciter à revenir. Au cœur de la zone pastorale, l'élevage bovin domestique est plus exigeant et requiert une complémentation relativement importante, en son, graines de coton, paille, tiges de mil ou de sorgho, au cours des derniers mois de la saison sèche. Il en est de même pour l'élevage ovin, pratiqué sous forme d'embouche, qui ne serait rentable que dans certaines conditions, lorsqu'il y a suffisamment de fourrage. Si l'année s'avère trop déficitaire en fourrage, les éleveurs préfèrent généralement acheter des caprins. Les agriculteurs mettent de côté des tiges de mil et de sorgho à cet usage, les autres éleveurs en achètent.

L'élevage de volailles est incompatible avec le mode de vie nomade et cet élevage est encore peu répandu chez les sédentaires, ce type d'animaux n'étant traditionnellement pas consommé par les éleveurs. L'élevage asin, en revanche, s'il est essentiel pour la plupart des sédentaires, est indissociable de la vie nomade. L'âne a effectivement de multiples fonctions comme animal de bât, pour porter les éléments du campement lors des déplacements, pour amener l'eau, ramener les sacs de céréales du marché, etc.

L'agriculture

L'agriculture s'est développée dans la partie méridionale de la zone pastorale, portée d'une part par des agro-éleveurs du Sud haoussas et peuls qui, poussés par la pression démographique croissante en zone agricole, remontent vers la zone pastorale chercher de nouvelles terres et d'autre part par les anciens captifs des Touaregs, qui ont trouvé dans l'agriculture un moyen de survivre. Les sécheresses de 1973 et 1984 ont ensuite amené de nombreux éleveurs à se tourner vers l'agriculture, pour survivre malgré leurs troupeaux décimés. Des zones cultivées se sont donc étendues, malgré les limites officielles de la zone pastorales, fixées pour protéger les ressources fourragères de l'extension de l'agriculture, au sud de la zone, et en poches, en particulier autour de certaines villes.

Les principales cultures pluviales sont le mil, le sorgho et le niébé, qui sont, avec le lait quand il y en a, la base de l'alimentation des populations. Il s'agit de cultures extensives. Le principal investissement est en main d'œuvre.

La traction attelée est très peu répandue et le travail est essentiellement manuel. Les périodes les plus exigeantes en main d'œuvre correspondent aux sarclages et à la récolte. A cette occasion les agriculteurs pratiquent une forme d'entraide, le gaya : ils se regroupent pour aller travailler gratuitement une journée dans le champ d'un autre, en échange d'un repas. Rares sont les agriculteurs qui utilisent de l'engrais ; au Nord de la zone, l'investissement est trop coûteux pour des récoltes aléatoires. Au Sud, où les conditions sont plus favorables, très peu de personnes ont accès aux intrants. Une faible attention est accordée au maintien de la fertilité des sols, et leur appauvrissement contribue à une accélération des phénomènes d'érosion. A Chadawanka, où les services de l'agriculture sont absents depuis plusieurs années, il existe un réel besoin en appui technique dans cette zone désormais plus agricole que pastorale.

Certaines zones rendent également possible la culture de jardins, en saison des pluies ou en saison sèche. A Tchimomanène, les éleveurs décapitalisés après les dernières sécheresses ont

cultivé des jardins en bordure du kori, où l'eau est disponible en saison des pluies et au cours des semaines suivantes, pour l'irrigation. A Tchintabaraden et Chadawanka, sont également cultivés des jardins de contre saison, en décrue. Les principales productions sont les courges, les melons, les tomates – vendues fraîches ou séchées – du gombo et de l'oseille, et parfois du niébé. Une grande partie de la production est souvent destinée à la consommation familiale, mais est généralement vendue une partie des tomates, courges, melon, le gombo et l'oseille. A Chadawanka, la culture du gombo est une des principales activités des femmes.

Les principales limites sont l'accès à l'eau, et la protection des animaux. La construction d'enclos, de piquets de bois ou de branches épineuses, est très longue et difficile, et ces barrières ne constituent pas toujours un rempart efficace. Certains agriculteurs dorment dans leur parcelle pour pouvoir éloigner des animaux qui viendrait brouter leurs cultures. A Tchimomane, le jardinage a été pour beaucoup un moyen de recapitaliser après les sécheresses de 1973 et 1984, mais il a été abandonné rapidement chaque fois, une des raisons étant que le développement du cheptel rend la protection des jardins plus difficile. Une autre contrainte concerne le foncier. A Chadawanka, la pression foncière est importante, les terres cultivables dans les vallées sont toutes exploitées, et les seuls espaces disponibles sont désormais les dunes, où les rendements sont bien inférieurs et la récolte d'une parcelle cultivée par un homme ne permet pas de subvenir aux besoins d'une famille. Plus au Nord, le développement inorganisé de zones agricoles est objet de tensions avec les éleveurs, car les espaces cultivés s'étendent au détriment des zones de pâtures, et parfois sans création de couloirs de passage qui permettent aux animaux de les outrepasser.

Les activités extra-agricoles

Les activités extra-agricoles sont nombreuses en zone pastorale, du commerce d'animaux au petit commerce de produits alimentaires, au commerce d'import-export de produits manufacturés, à la vente de paille et de bois, à l'artisanat ou à la restauration. Si certains éleveurs pratiquent exclusivement l'activité d'élevage, beaucoup exercent d'autres activités en parallèle. Pour les éleveurs nomades il s'agit souvent d'un travail en exode durant quelques mois de l'année. Les sédentaires en revanche ont des activités très diversifiées dont quelques-unes seront décrites dans les prochains paragraphes.

5. Typologie des ménages et analyse de leurs besoins en services financiers

Éleveurs et agro-éleveurs nomades

Ils vivent essentiellement de l'élevage. Les animaux sont vendus petit à petit tout au long de l'année, pour financer les différents besoins de la famille. Les agro-éleveurs pratiquent également l'agriculture pluviale mais l'élevage reste l'activité prioritaire. La fin de la saison sèche correspond à la période la plus difficile pour les hommes et les animaux. Le pâturage et l'eau sont rares, les animaux maigrissent et la production laitière diminue fortement. Or le lait est un des principaux éléments de l'alimentation des éleveurs. Quand il manque, il est com-

pensé par des céréales. En période de soudure, la demande en céréales croît alors que les stocks des agriculteurs diminuent. Cela se traduit par une augmentation du prix des céréales alors que celui des animaux, maigres et affaiblis, est au plus bas. D'autre part, ces besoins accrus en céréales s'accompagnent de plus en plus souvent de besoins en aliments bétail, pour combler le déficit fourrager provoqué par les sécheresses récurrentes des dernières années.

Les principaux besoins en liquidités des éleveurs coïncident avec une période où les animaux valent très peu cher. Leur unique épargne étant sous forme d'animaux, ils sont contraints, en période de soudure, à en vendre un nombre important à des prix dérisoires. Ces conditions mènent à une surexploitation du troupeau, et de nombreux éleveurs ont ainsi décapitalisé fortement.

Une alternative pour limiter cette vaste décapitalisation serait l'anticipation ou le retard de la vente des animaux à un moment où ceux-ci valent plus cher. Cela réduirait de manière non négligeable le nombre de têtes vendues, pour une même somme gagnée. Compte tenu de *la culture locale du crédit* (BAYARD, I. et al, 2001) acquise au cours des expériences précédentes - les crédits se sont souvent transformés en subventions face aux difficultés de recouvrement - un système de crédit est à envisager avec certaines précautions. Une épargne préalable pourrait constituer une garantie, ou même éviter à l'éleveur de devoir emprunter, si le montant épargné correspond à ses besoins. S'il a la possibilité de stocker, cela peut également l'inciter à acheter céréales et/ou aliments bétail de manière anticipée, lorsque les prix sont encore bas.

Une limite reste cependant la mobilité de certains éleveurs. Si beaucoup nomadisent en restant à proximité d'une même ville, d'autres parcourent de grandes distances et il est peu probable qu'ils se trouvent à proximité de l'organisation de microfinance ou du lieu où ils ont stocké leurs céréales, au moment où ils en ont besoin.

Gros éleveurs, éleveurs commerçants, commerçants

Ces derniers, qui ont une certaine expérience du commerce ou un niveau de formation relativement important, ont adopté de nouvelles techniques d'élevage, qui s'appuient sur des moyens plus importants (transport d'eau et de fourrage pour les animaux, traitements vétérinaires préventifs et curatifs,...) ainsi que sur une stratégie de vente plus efficace. Ils vendent leurs animaux de manière groupée aux moments les plus favorables, généralement à la période des fêtes religieuses.

Ils investissent alors l'argent de l'élevage dans d'autres activités, comme le commerce, et des opérations spéculatives sur le bétail. Il s'agit généralement d'importantes activités à l'échelle nationale ou internationale, de commerce de céréales avec Maradi, de pièces de voitures ou de produits manufacturés avec le Nigeria, de produits alimentaires avec l'Algérie,... Ces différentes activités et investissements leur permettent de gérer leur trésorerie et de répartir les risques. S'ils n'ont pas de liquidités disponibles – lorsqu'ils viennent d'investir dans des animaux par exemple – ils prennent la marchandise à crédit auprès de leurs fournisseurs ou

auprès de collègues, qu'ils remboursent dans les jours ou les quelques semaines qui suivent. Ils permettent à leur tour à de petits commerçant de travailler, en leur vendant à crédit.

Leur mode de fonctionnement et le réseau dans lequel ils sont insérés leur permettent de gérer leur trésorerie de manière efficace. Des services d'épargne et de crédit peuvent compléter l'offre de financement informel, mais surtout leur donneraient la possibilité de déposer de l'argent en sécurité.

Petits éleveurs aux activités diversifiées

De nombreux éleveurs se sont fixés ou sédentarisés après que les sécheresses, les maladies et/ou la sur-exploitation de leur cheptel, ont réduit leurs troupeaux. Ne pouvant plus vivre du seul élevage, ayant parfois perdu la totalité de leur cheptel, ils se sont tournés vers différentes activités suivant leurs capacités d'investissement et les caractéristiques de la zone. Ils ont ainsi pu racheter quelques animaux. L'élevage leur permet de compléter leurs revenus (vente des petits, de lait ou de beurre), et a un rôle d'épargne.

Les agro-éleveurs

Dans le sud de la zone, les conditions étant plus favorables à l'agriculture, presque tous les habitants cultivent ou font cultiver un champ. La plupart sont des éleveurs qui n'ont pas pu reconstituer un troupeau suffisant pour reprendre la vie d'éleveur nomade, et qui vivent principalement de l'agriculture. Au Nord de la zone, les résultats de l'agriculture sont plus aléatoires et celle-ci est pratiquée principalement par les personnes qui n'ont pas les moyens d'investir dans une activité plus sûre.

Une des principales contraintes est la main d'œuvre, en particulier au Sud où deux sarclages sont nécessaires. Ces périodes de sarclage correspondent à d'importants pics de travail, auquel un homme seul, s'il cultive une parcelle de taille à nourrir sa famille, ne peut pas faire face dans les délais nécessaires pour que la croissance des plantes ne soit pas gênée. Certains n'ont pas de moyens pour financer cette main d'œuvre, à travers le système d'entraide traditionnel ou en salariant des personnes, et leur récolte en est altérée. Un crédit de campagne, dont le montant serait équivalent à la valeur de deux cabris, permettrait aux plus démunis de lever cette contrainte décisive pour les résultats de la récolte. Un système d'épargne pourrait également être intéressant, pour les personnes qui n'ont jamais les moyens d'acheter un animal, mais peuvent mettre petit à petit cette somme de côté.

Une autre contrainte importante, principalement pour la culture de jardins, correspond aux dégâts causés par les animaux. La construction de clôtures ou de haies d'épines est un travail difficile, qui requiert beaucoup de bois (dans un contexte où la déforestation est un problème sérieux), et n'offre qu'une barrière fragile contre les animaux - qui affluent à différentes périodes selon les zones, pendant l'hivernage au nord, à la récolte au sud. Cette contrainte s'est avérée rédhibitoire pour certains agriculteurs de Tchimomanène, où la densité de bétail est particulièrement importante pendant la cure salée, au mois de septembre. Un cré-

dit moyen terme pourrait permettre à des groupements de s'équiper en grillage, la plupart des agriculteurs étant déjà regroupés pour la construction de clôtures.

L'élevage représente pour ces agro-éleveurs une manière d'épargner, et de compléter leurs revenus. *Un agriculteur qui a une famille ne vend pas son mil*, car l'éventuel excédent d'une année est gardé pour combler le déficit des années suivantes. La vente d'animaux permet de satisfaire les autres besoins de la famille. Cependant la décapitalisation accrue de ces dernières années semble montrer que ces deux activités ne suffisent pas. Pour pallier cela, certains pratiquent du commerce (d'animaux ou de produits alimentaires). Parmi ceux qui n'ont pas les moyens de le faire, les plus âgés vendent leur main d'œuvre comme maçon, pour construire des maisons ou des puits ou commercialisent la paille et le bois qu'ils vont chercher dans les vallées avoisinantes, et les plus jeunes partent en exode chercher du travail au Cameroun, en Libye ou au Gabon. La plupart des femmes restent en saison sèche, et pratiquent différentes formes d'artisanat (nattes, travail du cuir,...). Celles qui cultivent le gombo achètent la matière première à la récolte, en en vendant une partie plus ou moins importante. Les autres ont de plus grandes difficultés.

Il existe donc un important besoin de financement des activités extra-agricole. Les activités de saison sèche pourraient dans certains cas être financées selon un système de warrantage, ou grâce à une caution solidaire.

Les commerçants et artisans

Le commerce, autrefois activité spécifique des Haoussas et des Arabes, est désormais pratiqué par des personnes de toutes les ethnies, à des échelles très diverses. De nombreux ménages complètent leurs revenus avec une telle activité, grâce à une petite boutique de produits alimentaires (thé, biscuits, huile, sucreries,...) parfois réduite à une table posée dans la rue. Les femmes sont parfois à la tête d'activités relativement importantes, et vendent des vêtements et des parfums qu'elles achètent à Niamey ou des objets plastiques achetés au Nigeria. Ces petits commerçants achètent souvent à crédit auprès de commerçants plus importants, remboursant chaque semaine, lorsqu'ils se fournissent à nouveau. Cependant, tous n'ont pas cette possibilité et le manque de fond de roulement est souvent la principale limite de l'activité. Dans les zones étudiées, le commerce était particulièrement intense en période d'hivernage, la population y étant plus nombreuse. Au Sud, les agro-éleveurs reviennent d'exode pour cultiver, au Nord, arrivent les éleveurs qui quittent les zones cultivées. Il existe donc un important besoin de financement en début de saison des pluies, pour les petits commerçants, dont les capacités d'investissement sont souvent très réduites au sortir de la saison sèche. Une activité d'épargne monétaire au cours des mois précédents pourrait participer à ce financement, en parallèle à l'épargne traditionnelle sous forme d'animaux. En effet, il est peu intéressant de les vendre à cette période, puisqu'en début d'hivernage ils sont maigres et que leur prix est encore bas. Proportionner le crédit accordé au montant déjà épargné pourrait constituer une garantie, c'est ainsi que fonctionnent actuellement certaines caisses à Tchintabaraden. Ce crédit pourrait être remboursé à échéances hebdomadaires ou mensuelles.

Les artisans, en particulier les forgerons, ont des besoins similaires en épargne et en crédit. Ils achètent occasionnellement du matériel pour des montants relativement importants (or, argent, matériel de soudure,...) et vendent ensuite de manière plus ou moins régulière. Ils sont particulièrement intéressés par un système d'épargne et de crédit, qui les aiderait à gérer l'irrégularité des dépenses et des rentrées d'argent. Un crédit peu avant l'hivernage leur permettrait d'être équipés pour répondre à la demande des éleveurs lors de leur arrivée. Un problème reste cependant la commercialisation. En particulier à Chadawanka, les femmes mettent souvent plusieurs semaines à vendre la natte ou le coussin de cuir qu'elles ont confectionné. Le financement de telles activités doit sans doute s'accompagner d'un appui à la commercialisation ou à la diversification des produits fabriqués.

Les transformateurs (bouchers, restauratrices,...)

Les activités de transformation ont pris une grande importance dans les agglomérations. Le flux de personnes qui circulent pour vendre, acheter, chercher des informations, consulter l'administration, ... représente une clientèle importante pour les vendeurs et vendeuses de galettes, de boule (boisson à base de mil et de lait), de viande grillée ou séchée (kilichi), de lait caillé, de kopto (mélange de feuilles vertes et de farine de manioc ou de tourteau), de plats de riz ou de pâtes. Dans les hameaux autour de Chadawanka, la fabrication du daoudawa, condiment essentiel, en zone méridionale, de la sauce qui accompagne le mil, est une activité féminine qui fait vivre de nombreux ménages.

Une des principales limites de ces activités réside dans l'achat des matières premières par petites quantités, au fur et à mesure des besoins. Non seulement le prix en est plus cher dans ces conditions, mais celui-ci varie de manière importante au cours de l'année (mil, riz, tomates séchées, graines d'oseille,...) et les marges sont donc variables. Certains s'organisent pour acheter les produits dans de meilleures conditions. Des femmes de Tchintabaraden, achètent mil, riz et huile en grandes quantités grâce à l'argent qu'elles reçoivent de tontines. Des restaurateurs et restauratrices s'étaient organisés pour construire un magasin dans lequel ils pourraient stocker des produits, mais ont abandonné, n'ayant pas eu les financements pour former un fond de roulement. Une réponse aux besoins en financement de ces activités pourrait être un système de crédit, remboursable chaque semaine par petits montants - puisqu'il s'agit d'une activité quotidienne ou hebdomadaire. Il pourrait être basé sur une épargne préalable, et pour certaines activités, sur l'organisation d'achats groupés (dans le cadre d'une boutique coopérative par exemple).

Les emboucheurs

L'embouche est pratiquée, de manière plus ou moins intensive, par de nombreux éleveurs sédentaires. D'après le rapport sur la commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage en zone pastorale de l'IRAM, (BAYARD et al., 2001), cette activité ne permettrait pas de dégager de marges significatives et est remise en cause par la plupart des opérateurs qui s'occupent de microfinance. Effectivement, sa rentabilité dépend beaucoup de la manière dont elle est pratiquée (période et durée d'engraissement, ration,...) et des coûts occasionnés (résidus de cuisine, et de récolte, pâturage naturel, ou aliments achetés, ...), la disponibilité en

fouillage et le prix des aliments étant fortement liés aux conditions climatiques. A Chadawan-ka, où la plupart des éleveurs cultivent et disposent de tiges de mil et de fanes de niébé, et où le marché procure des débouchés importants, l'expérience menée par les femmes haoussas du village semble être positive et perdurer. Elles ont reçu une formation aux pratiques d'embouche, organisée par le Programme Intégré Keita. Celui-ci a appuyé la mise en place de la coopérative des femmes et lui octroie des crédits. Les femmes touarègues des villages environnants n'y ont cependant pas accès, et une telle organisation pourrait s'étendre à elles. Plus au Nord, l'activité d'embouche semble rentable essentiellement pendant la période d'hivernage. Même pendant celle-ci, les emboucheurs, si le pâturage manque, préfèrent acheter des caprins. A Tchimomanène il s'agit d'une des principales activités des femmes. Une de leurs premières revendications correspond à du crédit pour acheter des petits ruminants, qu'elle revendent facilement au proche marché d'In Gall.

Il existe donc un important besoin de financement de cette activité. Celle-ci requiert cependant une certaine formation, afin de générer une marge justifiant la contraction d'un crédit.

Agriculteurs, artisans, vendeurs de paille et de bois, en situation précaire

Certains éleveurs ont peu à peu perdu la totalité de leur troupeau. D'autres, anciens captifs, n'ont jamais réussi à capitaliser durablement. Les personnes de ce groupe ont de très faibles capacités d'investissement et d'épargne. Elles vivent donc d'activités qui ne demandent aucun ou de très faibles investissements, telles le commerce de bois ou de paille, qu'elles collectent en brousse, l'agriculture, le tressage de nattes en pailles, la vente de sa main d'œuvre... Ces activités rémunèrent cependant généralement très peu la grande quantité de travail qu'elles nécessitent ou ont des résultats très aléatoires. Parmi ces personnes en situation particulièrement précaire, beaucoup arrivent tout juste à nourrir leur famille, toute autre dépense (habillement, santé,...) étant un problème. Même en cas d'urgence, elles n'ont rien à vendre pour financer ce besoin.

Ces acteurs ont donc besoin de financement pour commencer des activités plus rémunératrices (vente de galettes, embouche, petit commerce), ainsi que de petits crédits d'urgence. Un système de crédit fondé sur une micro-épargne et/ou la caution solidaire pourrait permettre de les financer et les aider à développer d'autres activités plus rémunératrices.

D'autres part, les fonctionnaires, qui reçoivent depuis quelques années un salaire régulier, les organisations de la nouvelle décentralisation, les ONG, différents acteurs auront besoin de services financiers, afin de pouvoir déposer, transférer de l'argent en sécurité. Les besoins en services financiers sont donc multiples. Certains systèmes y répondent en partie.

6. Offre existante en services financiers

Des systèmes de financement informels répondent aux besoins de certaines activités. Les bouchers, qui achètent des animaux sur pieds pour les revendre crus ou cuits, ont de réguliers besoins en financement. Ils sont organisés avec à leur tête un chef boucher, sarki n fawa,

personne riche et influente, qui prête de l'argent aux bouchers qui ont de petits moyens. Les revendeurs d'animaux ont également accès à des crédits auprès de commerçants. Les taux pratiqués sont parfois usuraires, mais les petits revendeurs préfèrent souvent ces arrangements dont les modalités sont très simples, aux procédures plus contraignantes d'une mutuelle (BAKO, 2004).

La tontine est un système traditionnel principalement pratiqué par les femmes. Elles cotisent chaque semaine quelques milliers de francs CFA, et chacune reçoit à son tour le montant total. Elles utilisent souvent cette somme pour faire des achats alimentaires importants (mil, riz, huile...), donc à des prix plus intéressants, et éventuellement pour des acheter des vêtements pour la famille. Cet argent est plus rarement utilisé pour financer une activité.

Les systèmes de financement formel sont très peu répandus en zone pastorale. Aucune banque n'y est présente, la plus proche étant à Tahoua, au sud de la zone. Il existe une unique mutuelle, à In Gall, et quelques caisses d'épargne et de crédit créées par différents projets.

A Chadawanka, fonctionnent deux coopératives de femmes, qui accordent du crédit à leurs membres. Ce crédit repose sur un système de caution solidaire. Le crédit est accordé pour l'ensemble de la coopérative, et est réparti entre les membres. Un nouveau crédit n'est accordé que lorsque l'ensemble des membres a remboursé. Ce système est en cours de modification, les femmes désirant prendre des crédits de manière individuelle ou par groupes solidaires plus petits. A Tchintabaraden existent plusieurs caisses, dans les différents quartiers, dont Tiniminnika qui a été appuyée plusieurs années par le FIDA (Fond International pour le Développement de l'Agriculture). Les plus anciennes fonctionnent avec leurs fonds propres (l'épargne des membres et un fond laissé par un projet). Une cotisation mensuelle est obligatoire, et le crédit accordé est fonction du montant épargné auprès de la caisse. D'autre part, de nombreuses caisses se sont créées en 2003 pour recevoir le crédit de 200 000 F CFA accordé aux groupements féminins par le Programme Spécial du Président. Cependant la formation et l'information accompagnant l'octroi de ce crédit ayant été particulièrement succinctes, il a eu des conséquences très variées. S'il a permis de renforcer des caisses déjà organisées et expérimentées, il a parfois été géré de manière plutôt improvisée par d'autres groupements. Outre la gestion des comptes très improbable, les femmes rencontrent des difficultés à rembourser ; certaines ont reçu l'argent en brousse, envoyé sans beaucoup d'autres explications par des parentes. Elles n'ont bien sûr pas redonné signe de vie, alors que la préfecture propose d'envoyer les gendarmes. D'autre part, cette organisation est également la porte ouverte à toute sorte de détournements, captage de cotisations supplémentaires, perception d'intérêts par un tiers,... De plus, les retards de remboursements qui s'accumulent en entraînent d'autres, et risquent de déstabiliser l'ensemble des expériences de micro-crédit.

L'offre actuelle en services financiers est donc globalement insuffisante par rapport aux besoins existants. Cependant, les besoins en financement des éleveurs en période de soudure correspondent principalement à l'achat de céréales et d'aliments bétail. Des banques d'aliment bétail (BAB) et de céréales (BC), ainsi que des ventes à prix modéré sont prévues dans le but de fournir ces produits à un prix inférieur à celui du marché, qui s'enflamme en période de soudure. Un système permettant de financer les éleveurs en période de soudure, pour les aider

à limiter la décapitalisation massive qu'ils subissent, n'est pleinement efficace que si les produits dont ils ont besoin sont disponibles à un prix abordable. Or les BC, BAB, et les sites de ventes à prix modérés sont souvent insuffisamment approvisionnés et n'existent pas en nombre suffisant. Des BAB et BC peuvent cependant être gérées par des groupements d'éleveurs, comme à Chadawanka ou certains sites autour de Tchintabaraden. Cette organisation suppose une appropriation de la structure et une bonne gouvernance mais semble plus durable que des ventes à prix modérés dont les dates de livraisons et quantités sont décidées par l'administration ou une organisation, et souvent en décalage avec les besoins réels.

D'autre part, si les termes de l'échange céréales/bétail sont en période de soudure particulièrement défavorables aux éleveurs, le mode traditionnel de commercialisation - qui fait intervenir un intermédiaire de vente dillali - est globalement très souvent au détriment de l'éleveur, et au profit de l'intermédiaire de vente et du commerçant avec lequel il s'est arrangé. Des organisations d'éleveurs comme l'UEP-APEL/ZP réfléchissent à des manières de réorganiser l'ensemble filière bétail, afin que les producteurs la maîtrisent mieux et puissent bénéficier plus largement de la vente de leur production. Les organisations d'éleveurs sont encore jeunes, mais ont un rôle important à jouer dans le développement de la zone pastorale.

Conclusion

De ce travail résulte que dans cette zone pastorale en évolution, les besoins en financement sont nombreux et diversifiés, alors que l'offre existante est extrêmement réduite. Suite aux sécheresses récurrentes des dernières décennies, de nombreux éleveurs ont fortement décapitalisé, les aides à la reconstitution du bétail s'étant perdues dans les sécheresses successives. Plus qu'une aide à la reconstitution du bétail, il s'agit d'accompagner les éleveurs dans leurs stratégies de sécurisation de l'élevage, pour diminuer leurs risques de décapitalisation massive lors des années difficiles qui semblent désormais plus fréquentes.

Plusieurs alternatives sont adoptées par les éleveurs :

une évolution du système d'élevage de manière à limiter la mortalité du bétail par une complémentation alimentaire adaptée et une meilleure couverture sanitaire,

une optimisation des conditions de vente, en particulier en concentrant les ventes à des périodes favorables, pour éviter de dilapider leur cheptel en vendant leurs animaux à des prix dérisoires lorsqu'ils ont besoin d'argent à des périodes où les termes de l'échange sont en leur défaveur,

la diversification des activités, afin de répartir les risques en multipliant les sources de revenus, et d'avoir des liquidités disponibles aux périodes où il n'est pas opportun de vendre des animaux.

Ces choix font naître de nouveaux besoins en matière de financement. Les éleveurs ont davantage besoin d'argent pour financer l'entretien du troupeau. Or le moment où il est néces-

saire d'acheter des aliments bétail correspond à la période de soudure, où les animaux sont maigres et valent très peu cher. La vente d'animaux à des moments plus favorables - donc en décalage avec la période à laquelle les éleveurs ont le plus besoin de liquidités - nécessite de pouvoir sécuriser l'argent des ventes, ou de pouvoir emprunter de l'argent pour en différer le moment (les besoins de liquidités en période de soudure sont également accrus par la plus importante consommation de céréales à cette période, puisque la production de lait diminue et ne peut plus assurer la base de l'alimentation des éleveurs). L'unique moyen d'épargner était l'investissement dans du bétail, il devient nécessaire d'épargner d'une nouvelle manière, ou d'investir dans un autre domaine que l'élevage. La diversification des activités, rendue nécessaire par les lourdes pertes de bétail, permet d'assurer les revenus des éleveurs décapitalisés, et de sécuriser ceux des éleveurs plus importants. Le principal facteur limitant le développement de ces activités est le manque de capacité d'investissement, pour alimenter un fond de commerce, acheter la matière première servant à une activité d'artisanat ou de transformation, etc. Ces activités sont pratiquées par les éleveurs ayant diversifié leurs activités, mais aussi par des ménages n'ayant pas d'animaux, éleveurs décapitalisés ou nouveaux habitants de la zone (commerçants, artisans,...). D'autres acteurs de la zone ont également des besoins en financement propres, tels les fonctionnaires, les organisations publiques de la décentralisation, des ONG,... en particulier la sécurisation de leur trésorerie.

Cependant, les contraintes en terme de financement ne sont parfois pas le premier facteur limitant des activités. A Tchimomanène, le jardinage était une des activités qui permettaient aux familles de compléter leurs revenus et de recapitaliser après les années difficiles. L'érosion hydrique provoquée par le kori menace les puits qui servent à irriguer ces jardins. Les buses sont progressivement dégagées du sol et emportées par le courant. Un financement de l'agriculture n'aurait de sens que si cette contrainte majeure est levée. D'autre part, le financement de certaines activités, en particulier d'activités d'artisanat, doit être envisagé dans un cadre plus global, et associé à des actions de formation et d'aide à la commercialisation et à la diversification des produits.

	<i>Principales contraintes en terme de financement</i>	<i>Besoins en services financiers</i>	<i>Garantie</i>	<i>Modalités de remboursement</i>
Eleveurs et agro-éleveurs nomades	Déstockage en période de soudure, pour l'achat de céréales et d'aliments bétail	Besoin important de liquidités en période de soudure, et besoin occasionnel de petits crédits d'urgence	Epargne, caution solidaire	De la fin d'hivernage au début de saison sèche, par la vente d'animaux
Petit éleveur aux activités diversifiées	Décapitalisation en période de soudure et perte du fond de roulement de l'activité, manque d'argent pour financer des activités extra-agricoles.			
Culture du mil, sorgho, niébé	Manque d'argent pour financer le sarclage	Crédit de campagne	Garanties matérielles ou caution solidaire	A la récolte
Jardinage (dont femmes productrices de gombo)	Besoin d'argent pour acheter les semences (niébé, tomates)	Petit crédit de campagne, pour l'achat des semences	Caution solidaire	Au cours de la saison des pluies, grâce à la vente de fruits et légumes frais et éventuellement de lait
	Besoins de liquidités à la récolte, pour financer d'autres activités	Crédit à la récolte pour vendre les produits plus tard à meilleur prix	Warrantage	Au cours de la saison sèche, grâce aux revenus de l'activité extra-agricole
Transformation	Manque de fond de roulement	Crédit pour l'achat de stock de matière première, épargne	Caution solidaire	Remboursement hebdomadaire par petits montants
Artisanat, commerce	Manque de fond de roulement	Crédit, épargne	Epargne, garanties matérielles	Remboursements réguliers, le jour du marché
Embouche	Faible capacité d'investissement	Crédit pour l'achat d'animaux et d'aliments	Caution solidaire	Au terme de la période d'embouche
Agriculteurs, vendeurs de bois, de paille, petit artisans	Pas de capacité d'investissement	Petits crédits pour financer des activités de commerce, d'artisanat ou d'embouche	Epargne, caution solidaire	Remboursement hebdomadaire, par petits montants
Gros commerçants et éleveurs commerçants		Sécurisation de l'argent, facilité de dépôt et retrait. Crédit pour financer l'activité de commerce	Garanties matérielles	Remboursement mensuel
Fonctionnaires, administration, ONG,...		Sécurisation de l'argent		

Tableau récapitulatif des besoins en financement des ménage